

Suisse Etat hôte



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

«La Confédération (...) contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles».

Article 54 de la Constitution fédérale
de la Confédération suisse

Table des matières

Introduction	4
Tradition d'accueil	6
Engagement commun	11
Rôle de la Genève internationale	19
Instruments de la politique d'Etat hôte de la Suisse	25
La Suisse en bref	32
Plan de la Genève internationale	34

Introduction

Les défis de notre temps, tels que le changement climatique, la lutte contre les épidémies et la pauvreté, l'engagement pour la paix et le développement durable, le respect des droits de l'homme nécessitent des réponses globales et coordonnées entre les Etats, le secteur privé, la société civile ainsi que les milieux scientifiques et académiques.

La Suisse, qui bénéficie d'une très longue tradition en matière de service aux pays du monde entier, dispose, notamment à Genève, d'une concentration unique d'organisations internationales, de représentations diplomatiques (missions permanentes), d'organisations non gouvernementales (ONG), d'institutions académiques et d'experts qui travaillent ensemble et contribuent ainsi activement à répondre à ces défis globaux.

Le savoir-faire que la Suisse a acquis dans ce domaine, les infrastructures qu'elle met à dispo-

sition, les initiatives qu'elle soutient et le cadre de vie et de travail qu'elle offre à ces divers acteurs leur permettent de travailler dans des conditions optimales tout en favorisant le développement d'importantes synergies.

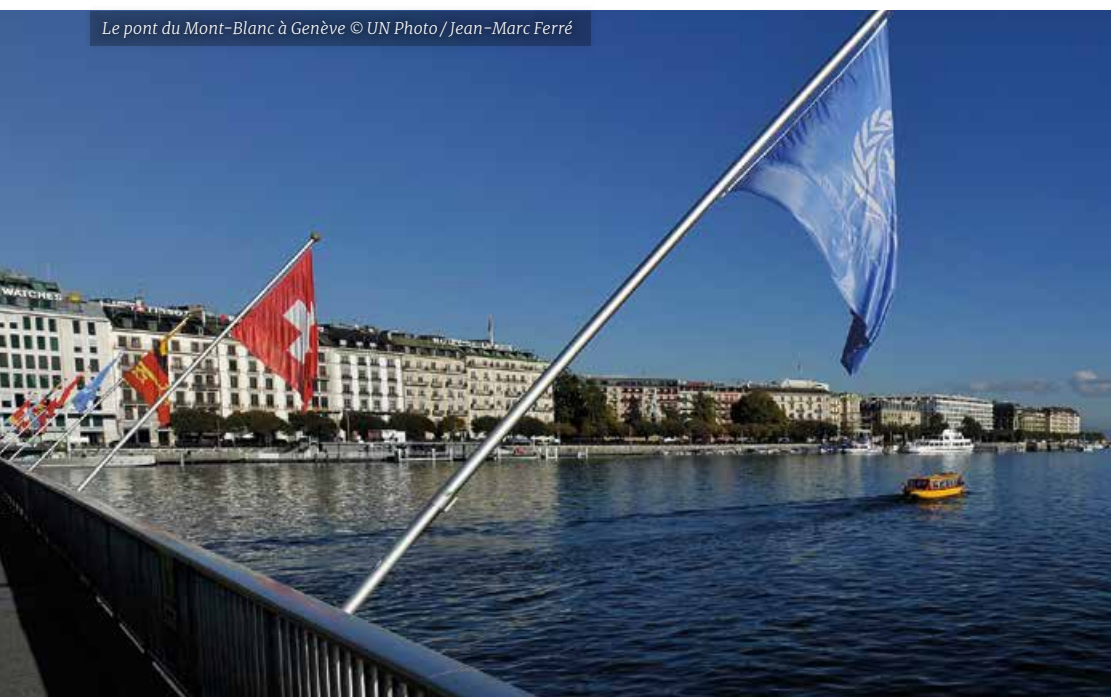
Cette brochure s'adresse à l'ensemble de la communauté internationale qui travaille en Suisse ainsi qu'à toutes les personnes intéressées par les activités d'Etat hôte de la Suisse. Elle permet de découvrir, à travers l'histoire et les faits, comment la Suisse a su développer le plus important centre de gouvernance mondiale et de coopération internationale grâce à une politique d'accueil ambitieuse et visionnaire.

La Suisse, avec Genève, capitale mondiale de l'humanaire et des droits de l'homme, est fière de contribuer à relever les défis de notre temps.



L'Allée des drapeaux du Palais des Nations © DFAE Présence Suisse

Le pont du Mont-Blanc à Genève © UN Photo / Jean-Marc Ferré



En bref*:

- » L'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) est le deuxième siège le plus important des Nations Unies après New York et le principal centre opérationnel du système multilatéral.
- » 41 institutions, organisations et organismes internationaux sont sis en Suisse et bénéficient d'un statut officiel reconnu par le gouvernement suisse, dont 35 à Genève, 3 dans le canton de Vaud, 2 à Berne et 1 à Bâle.
- » Plus de 170 Etats sont représentés à Genève par environ 250 missions, représentations et délégations permanentes.
- » Plus de 350 organisations non gouvernementales (ONG) sont présentes à Genève.
- » Genève accueille annuellement plus de 2'500 conférences et réunions internationales ainsi que plus de 200'000 experts et délégués du monde entier.
- » A cela s'ajoutent environ 4'400 visites de chefs d'Etat, chefs de gouvernement, ministres et autres dignitaires par an.
- » La communauté internationale présente à Genève s'élève à environ 43'000 personnes. Ce chiffre comprend le personnel des organisations internationales et des missions permanentes, ainsi que les membres de leurs familles.

* Etat au mois d'octobre 2017. Données à jour :

www.eda.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/geneve-international/faits-et-chiffres.html



Tradition d'accueil

Située au carrefour des grandes voies historiques de communication en Europe, la Suisse jouit d'une longue tradition d'accueil, d'humanisme, ainsi que d'échanges culturels et commerciaux.

A ces rôles s'ajoute celui d'hôte au service des pays et institutions du monde dès 1863, lorsqu'est fondé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), et 1864 lorsqu'est adoptée la première Convention de Genève. C'est ainsi que naît la

«Genève internationale». A la même époque, les premières organisations internationales voient le jour et s'installent dans la Ville de Berne: l'Union télégraphique internationale en 1868, aujourd'hui connue sous le nom d'Union internationale des télécommunications (UIT) et sise à Genève, l'Union postale universelle (UPU) en 1874 et l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) en 1893.



Tableau du peintre français Charles-Edouard Armand-Dumaresq représentant l'adoption de la première Convention de Genève en 1864 © Etat de Genève, S. Hunziker

Un besoin accru de collaboration entre Etats naît de la Première Guerre mondiale et se concrétise en 1919 par la création de la Société des Nations (SDN) et de l'Organisation internationale du travail (OIT). La Suisse, de par sa neutralité, et Genève, de par sa jeune tradition humanitaire, sont choisies pour accueillir ces organisations.

L'issue de la Deuxième Guerre mondiale marque le début d'une coopération plus approfondie et durable entre Etats, donnant naissance en 1945 à l'Organisation des Nations Unies (ONU), institution à vocation universelle par excellence, dont le deuxième siège se trouve à Genève. C'est également à Genève que sont par la suite accueillies diverses

institutions spécialisées du système onusien, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1948, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en 1950, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) en 1951 ou encore l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en 1970 et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) en 1993. En 2006, la Suisse participe à la création du Conseil des droits de l'homme de l'ONU (CDH) qui se réunit plusieurs fois par an au Palais des Nations à Genève.

D'autres organisations internationales ne faisant pas partie de la famille onusienne se sont également établies à Genève. En 1954, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) est créée et son siège est établi en Suisse, avant d'étendre ses activités en territoire frontalier français dès 1965. En 1995, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) voit le jour après que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a régi le commerce mondial pendant 47 ans.

Dates d'établissement des principales organisations internationales¹ :

1863 : Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

1865 : Union internationale des télégraphes, devenue Union internationale des télécommunications (UIT) en 1932

1874 : Union générale des postes, devenue Union postale universelle (UPU) en 1978 à Berne

1893 : Office central des transports internationaux par chemins de fer, devenu Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF) en 1985 à Berne

1919 : Société des Nations

1919 : Organisation internationale du travail (OIT)

1945 : Organisation des Nations Unies (ONU)

1948 : Organisation mondiale de la santé (OMS)

1951 : Organisation météorologique mondiale (OMM)

1954 : Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)

1970 : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

1987 : Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle

1995 : Organisation mondiale du commerce (OMC) – anciennement GATT

1996 : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)

2002 : Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (GEATM)

2009 : Alliance globale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI)

2015 : Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF)

2016 : Secrétariat du Traité sur le commerce des armes (TCA/ATT)

¹ La liste complète des organisations internationales établies en Suisse se trouve à l'adresse www.dfae.admin.ch/content/dam/mission-onu-omc-aele-geneve/fr/documents/Tableau-des-OI_FR.pdf





La salle des Droits de l'Homme et de l'Alliance des Civilisations ornée de l'œuvre de l'artiste espagnol Miquel Barceló © UN Photo / Jean-Marc Ferré

Autrefois de la seule compétence des nations, la gouvernance mondiale s'est profondément modifiée dans les deux dernières décennies. Au recul de leur influence correspond la montée en puissance des regroupements d'Etats, des zones de libre-échange, des métropoles, des entreprises multinationales et des grandes organisations non gouvernementales issues de la société civile. Au cours des années 2000, cette fragmentation de

la gouvernance mondiale et la prolifération de nouveaux acteurs créent les conditions pour que le débat soit élargi aux représentants de la société civile et du secteur privé. Genève accueille dès lors des centaines d'ONG d'envergure internationale actives notamment dans les domaines des droits de l'homme, de la santé globale et de l'environnement.

Des centaines d'ONG de renommée mondiale, engagées surtout dans les domaines des droits de l'homme, de la santé globale et de l'environnement, sont présentes en Suisse. Parmi elles, Médecins Sans Frontières (MSF), le World Wild Fund for Nature (WWF) et Amnesty International.

La Suisse accueille également le Comité international olympique (CIO) depuis 1915 et plus de 60 organisations et fédérations sportives internationales, telles que l'Union des associations euro-

péennes de football (UEFA), l'Union cycliste internationale (UCI) ou la Fédération internationale de l'automobile (FIA).

Arbitrage de l'Alabama

Au XIX^{ème} siècle déjà, la Suisse offrait ses bons offices à la communauté internationale. L'arbitrage de Genève, mieux connu sous le nom d'arbitrage de l'Alabama, est la première médiation internationale pacifique d'un conflit opposant deux grandes nations. Le 15 septembre 1872, dans la même salle où fût adoptée la première Convention de Genève quelques années auparavant, le tribunal arbitral condamna la Grande-Bretagne à verser aux États-Unis d'Amérique une très lourde indemnité pour n'avoir pas respecté ses obligations internationales de neutralité durant la Guerre de Sécession en ayant toléré la livraison depuis son territoire d'une vingtaine de bateaux armés, dont l'Alabama, aux rebelles sudistes. L'arbitrage de l'Alabama est resté inscrit dans l'histoire comme exemple de règlement pacifique d'un conflit opposant deux grandes puissances. L'arbitre suisse Jacob Stämpfli (ancien conseiller fédéral) a joué un rôle central dans le déroulement de la procédure ; la solution de cet épineux litige a contribué à l'émergence de Genève comme forum international.

Grâce aux principes d'universalité et de neutralité qui amènent la Suisse à entretenir de bonnes relations avec tous les Etats, mais aussi à sa tradition de bons offices et à son expertise, la Suisse est souvent l'hôte de conférences internationales majeures et de rencontres diplomatiques de haut niveau. Récemment, la Suisse a accueilli de nombreuses négociations de paix pour les conflits en Syrie, en Ukraine, en Libye, au Yémen et à Chypre.

Inscrits dans l'histoire, par exemple, sont :

» les accords de paix de 1954 mettant un terme à la première guerre d'Indochine et à la domination coloniale française, avec la partition du Vietnam

- » le sommet de 1985 entre le secrétaire général du parti communiste soviétique Mikhaïl Gorbatchev et le président américain Ronald Reagan, qui marqua le début de la fin de la Guerre froide
- » la rencontre en 1991 entre les ministres des affaires étrangères iraqien Tarek Aziz et américain James Baker à la veille de la deuxième guerre du Golfe
- » les deux rencontres de 1994 et 2000 entre le président américain Bill Clinton et son homologue syrien Hafez el-Assad avec pour ambition la solution du conflit politique entre la Syrie et Israël.



Rencontre entre le président américain Ronald Reagan et le secrétaire général du parti communiste de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev © Keystone

C'est à Lausanne qu'a été signé l'accord-cadre sur le programme nucléaire iranien

Après plusieurs années de négociations, c'est le 2 avril 2015, à Lausanne, que les pays du E3/UE+3 (Allemagne, France, Royaume-Uni, Chine, Etats-Unis, Russie) et l'Iran sont parvenus à un accord-cadre sur le programme nucléaire iranien et pour la levée des sanctions internationales. Cette entente a ouvert la voie à la signature historique du 14 juillet 2015 du «Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)», connu comme «Nuclear Deal».

C'est à Genève qu'ont eu lieu les négociations secrètes entre Etats-Unis et Iran sur les questions consulaires aboutissant, le 17 janvier 2016, à la signature d'un accord en faveur d'un échange de prisonniers.



Les représentants de Chine, France, Allemagne, Union Européenne, Iran, Russie, Royaume-Uni et Etats Unis qui annoncent l'accord-cadre sur le programme nucléaire iranien à Lausanne © Keystone

Engagement commun

L'article 54 de la Constitution fédérale veut que la Suisse s'attache «à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles».

Les organisations internationales sises en Suisse contribuent à la réalisation des objectifs constitutionnels de la politique étrangère suisse. Les défis de notre temps sont d'une complexité croissante et touchent à de nombreux domaines simultanément. Un exemple: les répercussions du SIDA touchent la santé des personnes, mais aussi le développement, les droits de l'homme et l'économie mondiale. Le phénomène de la globalisation a amplifié l'imprévisibilité, l'étendue et l'acuité de défis qui ne connaissent pas de frontières. Les solutions doivent être anticipées et coordonnées à l'échelle internationale, les Etats n'ayant souvent ni les ressources ni les compétences d'y faire face seuls.

La Suisse, à la fois Etat hôte et Etat membre d'organisations internationales, est dans une position idéale pour promouvoir ses valeurs au sein de la communauté internationale. Ce double rôle lui permet de renforcer sa capacité à se faire écouter sur la scène mondiale et, en même temps, lui offre un accès facilité aux experts, aux délégués et aux membres de gouvernements.

Pour un pays de la dimension de la Suisse, qui n'est membre d'aucune alliance ou groupe régional, cette situation lui confère une importante visibilité qu'il convient de préserver et de développer. Dans ce contexte, la politique d'accueil de la Suisse s'adapte à un monde qui évolue rapidement et vise à promouvoir la coopération internationale dans des domaines jugés prioritaires et à assurer sur son territoire des conditions optimales de travail pour les organisations et les conférences internationales.



La ruche de la Paix, une des 10 offertes par la Suisse à l'occasion du dixième anniversaire de son adhésion à l'ONU en 2012, gardée par les chiens de la sécurité du Palais des Nations © UN Photo / Jean-Marc Ferré

Paix, sécurité et désarmement

Genève, ville de paix, est un centre opérationnel et de négociations majeures. Elle est aussi la principale plateforme multilatérale mondiale de désarmement et de maîtrise des armements. Plusieurs dizaines d'institutions y sont actives dans les domaines de la médiation, de la consolidation de la paix ainsi que de la formation et de la recherche sur la paix et la sécurité. Parmi elles figurent des partenaires stratégiques de la Suisse comme :

- » *le Centre de politique de sécurité (GCSP)*
- » *le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)*
- » *et le Centre pour le déminage humanitaire (GICHD).*

Ensemble, le GCSP, le DCAF et le GICHD sont souvent désignés comme les trois Centres de Genève.

D'autres partenaires sont les ONG *Interpeace* et *Humanitarian Dialogue* (HD), ainsi que *Quakers United Nations Office* (QUONO). Par leur travail dans des régions fragiles ou en conflit, maintes autres organisations internationales contribuent par ailleurs de manière directe ou indirecte à la paix.

La Maison de la paix, qui regroupe sous son toit les trois Centres de Genève, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), ainsi que d'autres partenaires nationaux et internationaux, constitue un pôle d'excellence pour la politique de paix et de sécurité sans égal en Europe.



Canon noué de la paix « Frieden » de l'artiste suisse René Brandenberger, réalisé spécialement pour encourager les Etats présents à Genève lors de la Conférence du désarmement de 1983 © Ludovic Courtès

Genève abrite aussi la Conférence du désarmement (CD), l'unique forum multilatéral permanent de négociation sur le désarmement dont dispose

la communauté internationale, établie en 1979 par l'Assemblée générale de l'ONU. La Conférence a négocié des instruments clés du désarmement

comme la Convention sur l'interdiction des armes biologiques ou le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Son ordre du jour se focalise aujourd'hui essentiellement sur un possible traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes nucléaires, le désarmement nucléaire, les garanties négatives de sécurité juridiquement contraignantes¹ ou la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

¹ Arrangements internationaux pour protéger les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

Plusieurs traités internationaux de désarmement sont ancrés à Genève, tels que :

- » *la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines*
- » *la Convention sur certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination*
- » *la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel*
- » *la Convention sur l'interdiction des armes à sous-munition.*

La 1^{ère} Conférence des Etats parties au Traité sur le commerce des armes (TCA/ATT), qui s'est réunie à Cancun (Mexique) en août 2015, a choisi d'établir à Genève le secrétariat de cet instrument chargé de réguler le commerce international des armes et de prévenir leur trafic illicite.



Vue sur la Genève internationale © Pierre-Michel Virot

Action et droit humanitaires, droits de l'homme, migrations

Capitale mondiale de l'humanitaire, Genève est une plateforme unique et privilégiée pour l'assistance et la protection des personnes affectées par des conflits et des catastrophes. Outre les réponses opérationnelles, Genève s'illustre également par la promotion de cadres normatifs visant à protéger les plus vulnérables, comme en témoignent les Conventions de Genève et leurs Protocoles additionnels, mais aussi la Convention relative au statut des réfugiés. La diversité des acteurs présents, tant en matière d'agences onusiennes, que d'instances du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, mais aussi d'organisations non-gouvernementales, permet l'émergence d'approches innovantes face aux défis auxquels l'action humanitaire est aujourd'hui confrontée.

Genève accueille, entre autre :

- » *le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)*
- » *la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR)*
- » *le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)*
- » *l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)*
- » *le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR).*

Le *Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)* et le *Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)* y ont aussi un bureau important.

Les Conventions de Genève

Le droit international humanitaire – aussi appelé droit de la guerre (ius in bello) – s'applique uniquement dans les conflits armés. La fonction du droit international humanitaire est double : réglementer la conduite des hostilités et protéger les victimes des conflits armés. Il ne répond par contre pas à la question de la licéité d'une guerre (ius ad bellum). Ce sujet est régi par la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le droit international humanitaire s'applique à tous les types de conflits armés, indépendamment de leur licéité, et doit être respecté par toutes les parties aux conflits.



Halle logistique du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) située près de l'aéroport international de Genève © FIPOI / Régis Golay

Les droits de l'homme sont également une thématique centrale pour Genève. Le Conseil des droits de l'homme (CDH) y a son siège et se réunit plusieurs fois par an. Créé en 2006, le CDH est le principal forum intergouvernemental des Nations Unies sur ces questions. Il a pour fonction d'assurer la mise en œuvre des droits de l'homme garantis par le droit international. Dix traités constituent les fondements juridiques du système. Leur respect est surveillé par les organes de traités, qui sont aussi basés à Genève, tout autant que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR).

Le rôle central de Genève dans le domaine des droits de l'homme se traduit aussi dans la présence d'un nombre grandissant d'ONG comme Human Rights Watch, Amnesty International, l'Organisation mondiale contre la torture ou la Commission internationale de juristes qui participent aux activités de promotion des droits de l'homme. Les sujets traités concernent de plus en plus des thématiques très larges, qui touchent par exemple au changement climatique, à la santé ou au développement.



« La Razza Umana », exposition du photographe italien Oliviero Toscani, qui célèbre la valeur du respect de la diversité. Elle a été montrée à Genève en 2016 © OHCHR / D. Kirby

Le standard de protection des droits de l'homme est défini par des traités, tel que celui sur l'élimination de la discrimination raciale, le traité contre la torture ou celui relatif aux droits de l'enfant. Chacun de ces traités possède un comité d'experts chargé de surveiller l'application des dispositions par les Etats parties.

Santé

Genève accueille la plupart des acteurs majeurs de la santé globale dont :

- » *L'Organisation mondiale de la santé (OMS)*
- » *le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)*
- » *le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (GFATM)*
- » *l'Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation (GAVI)*
- » *nombreuses ONG, comme par exemple, Médecins Sans Frontières (MSF)*

Sur le plan de la recherche, des organisations telles que :

- » *Medicines for Malaria Venture (MMV)*
 - » *Foundation for Innovation New Diagnostics (FIND)*
 - » *Drugs for Neglected Diseases initiative (DNDi)*
- s'engagent pour des solutions innovantes dans le développement de médicaments et d'instruments médicaux pour les maladies tropicales.

L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) offre, lui, un programme académique consacré à la thématique de la santé, le *Global Health Center (GHC)*.

C'est grâce à l'engagement et à l'expertise des différents partenaires présents à Genève que 90% des enfants de moins de 5 ans dans le monde sont vaccinés contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche.

C'est en Suisse, au Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV) à Lausanne et aux Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG) qu'ont été testés les premiers vaccins contre Ebola, une épidémie qui a fait plus de 10'000 victimes entre 2013 et 2015.



*L'Organisation mondiale de la santé (OMS) à Genève
© Pierre-Michel Virot*

Travail, économie, commerce, science, télécommunications

La Genève internationale est également un grand centre de la science, de la technologie et du travail.

- » *Afin de promouvoir la paix sociale et d'améliorer les droits des travailleurs dans le monde, d'encourager la création d'emplois et la croissance mondiale, l'Organisation internationale du travail (OIT) coopère avec les gouvernements de ses Etats membres ainsi que les travailleurs et les employeurs du monde entier.*
- » *L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) veille à garantir la protection des inventions, œuvres littéraires et artistiques, dessins et modèles, emblèmes, noms ou images au moyen de brevets, de droits d'auteur et d'enregistrements de marques.*
- » *Au sein de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), l'un des plus grands et des plus prestigieux laboratoires scientifiques*

du monde en matière de physique fondamentale, les scientifiques travaillent à la découverte des constituants et des lois de l'Univers.

- » *Quant à l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'agence spécialisée des Nations Unies pour les technologies de l'information et de la télécommunication, elle attribue dans le monde entier les fréquences radioélectriques et les orbites de satellite, élabore les normes techniques qui assurent l'interconnexion des réseaux et des technologies et œuvre à améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les communautés mal desservies.*
- » *Genève abrite également le siège de la seule organisation internationale qui règle les relations commerciales des Etats au niveau planétaire, l'Organisation mondiale du commerce (OMC).*



*Peintures murales de l'Organisation internationale du travail (OIT) situées dans le Centre William Rappard, siège actuel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)
© FIPOL / Luca Fascini*

La Ville accueille aussi l'*Organisation internationale de normalisation (ISO)*, la *Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-*

ONU), la *Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)* et le *Centre du commerce international (CCI)*.

Environnement

Genève et ses alentours comptent davantage de diplomates et d'experts actifs dans l'environnement et dans le changement climatique que nulle part ailleurs. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) fournit le cadre de la coopération internationale sur les défis globaux en lien avec le changement climatique et la répartition des ressources en eau.

La Suisse met à disposition des locaux dans les Maisons internationales de l'environnement I et II (MIE I et II) pour :

- » le Bureau du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)
- » les Secrétariats des conventions environnementales de Bâle, Rotterdam et Stockholm, qui traitent de tous les éléments clés

de la gestion des produits chimiques et déchets dangereux

- » le Secrétariat de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)
- » plusieurs ONG

Dans le canton de Vaud ont leur siège :

- » le Fonds mondial pour la nature (WWF)
- » l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), qui abrite aussi le Secrétariat de la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources, la Convention RAMSAR.

Le siège de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) qui abrite plusieurs plateformes © DFAE / Christoph Dütschler

Rôle de la Genève internationale



©Photo ONU / Pierre Albouy

«*Tout ce qui se fait ici, à Genève, a un impact direct sur chaque personne sur cette planète, dans n'importe quelle période de 24 heures.*»

Michael Møller, Directeur Général, Office des Nations Unies à Genève (2017)

La concentration unique d'acteurs actifs dans les domaines les plus divers, présents aussi dans toutes les régions du monde et travaillant de manière interdisciplinaire fait de Genève le lieu idéal pour traiter la multitude et la complexité des défis globaux de notre temps grâce aux importantes synergies réalisables autour des innombrables échanges d'information, d'expériences et de savoir-faire.

La Genève internationale œuvre quotidiennement pour la paix, les droits et le bien-être dans le monde, mais le champ de son engagement est très large et souvent peu connu.



Un exemple est la production et l'utilisation d'un téléphone portable qui regroupent, en un seul objet, l'expertise et le savoir-faire de plusieurs organisations internationales basées à Genève.

- » *L'Union internationale des télécommunications (UIT) permet de téléphoner d'un pays à l'autre grâce aux réseaux satellitaires et aux indicatifs internationaux qu'elle développe et gère.*
- » *L'Organisation internationale de normalisation (ISO) établit et publie les normes internationales auxquelles toutes les composantes du téléphone portable doivent répondre.*
- » *L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) permet à chaque marque de protéger ses produits grâce aux brevets et brevets qu'elle délivre.*
- » *L'Organisation mondiale du commerce (OMC) définit les règles de commerce international qui encadrent la vente et l'achat de téléphones portables entre Etats.*
- » *L'Organisation internationale du travail (OIT)*

définit les droits fondamentaux des travailleurs qui produisent les téléphones portables.

- » *L'Organisation mondiale de la santé (OMS) protège les utilisateurs du téléphone portable de potentiels effets négatifs pour la santé.*
- » *Le world wide web, qui a été développé par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) à Genève en 1989, permet de surfer sur les réseaux sociaux et sur les sites d'information.*
- » *L'application qui vous permet de consulter les prévisions météorologiques aux quatre coins du monde utilise des données gérées et développées grâce à la coopération internationale de l'Organisation météorologique mondiale (OMM).*



C'est aussi depuis Genève par exemple que:

- » *le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) s'engage à aider les plus de 65 millions de réfugiés dénombrés depuis fin 2015 ;*
- » *le Fonds mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme a sauvé, jusqu'à fin 2015, 20 millions de vies ;*
- » *le Traité sur le commerce des armes (TCA/ATT) permet de contrôler les importations, les exportations et le transit des armes classiques dans le monde sur la base de principes et de critères définis ;*
- » *l'Association internationale du transport aérien (IATA) crée les codes internationaux des aéroports et des compagnies aériennes ;*
- » *l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) met en place et promeut un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous ;*
- » *les entreprises du monde entier peuvent faire certifier leurs efforts de lutte contre l'argent sale grâce à la toute nouvelle norme ISO 37001, créée en automne 2016 par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).*

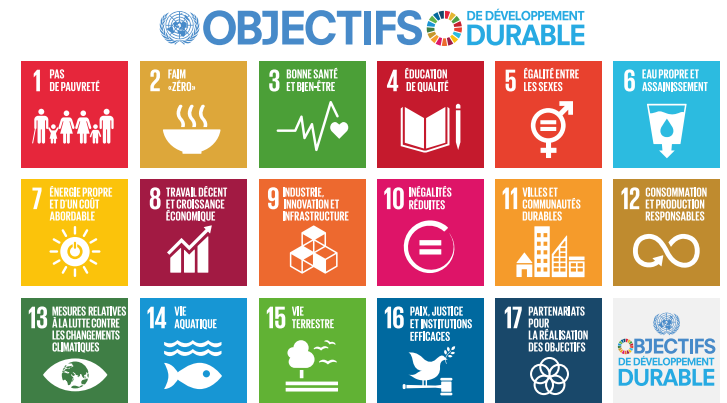
En 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 dont le but est d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous.

La Genève internationale, avec la richesse des compétences de ses acteurs, fournit un apport fondamental à la mise en œuvre de ces objectifs. Ce travail implique une action intersectorielle : les solutions peuvent être trouvées uniquement en affrontant les problèmes dans leur complexité. Il

ne peut y avoir de vrai développement sans la paix, les droits et le bien-être.

Les acteurs majeurs du développement, tels que le *Programme des Nations Unies pour le développement* (PNUD), la *Banque mondiale*, le *Fonds des Nations Unies pour l'enfance* (UNICEF), *ONU Femmes* sont présents à Genève et travaillent étroitement avec des partenaires, tels que *l'Organisation mondiale de la Santé* (OMS) ou *l'Organisation internationale du travail* (OIT).

Les 17 objectifs de développement durable (ODD)



Plateformes de réflexion et de coordination

Afin d'exploiter le potentiel de synergies de la Genève internationale, la Suisse a soutenu ou développé, avec des partenaires influents et reconnus, des outils de travail tels que des plateformes d'échanges, de coopération et de réflexion, ainsi qu'une collaboration avec des think tanks étrangers. Leurs travaux visent à renforcer l'efficacité des organisations internationales et à offrir à la communauté internationale des idées et des propositions de solutions aux défis globaux qui, dans notre monde hyper-connecté, sont transversaux.

Ces plateformes permettent de faire converger les acteurs, les idées et les savoir-faire de la Genève internationale. Elles contribuent à la constitution de réseaux d'acteurs importants, développent, testent et diffusent des idées stratégiques ou donnent accès à des connaissances essentielles dans leurs domaines. Grâce au lien de Genève avec le «terrain», le travail des plateformes peut être alimenté par les expériences concrètes et permettre la confrontation régulière avec les réalités locales.

Une plateforme :

- » met en lien des acteurs des secteurs public et privé, de la société civile et du monde universitaire ;
 - » forme les délégués de missions permanentes ou leur apporte un soutien pour la préparation de grandes conférences internationales ;
 - » rapporte les résultats de négociations ou d'événements ;
 - » organise et anime des rencontres, débats, conférences, ateliers et autres événements dans des formats innovateurs, en cercles restreints ou larges, à huis-clos ou en public ;
 - » rédige et diffuse des publications et des bulletins d'information (newsletters).
-

La Suisse a fortement œuvré à la création et au développement de plusieurs plateformes dont elle soutient aujourd'hui les activités.

- » **La Plateforme consolidation de la paix Genève** (Geneva Peacebuilding Platform GPP) facilite les interactions entre institutions et secteurs travaillant dans le domaine de la consolidation de la paix à Genève, à New York et sur les terrains d'opérations. Elle développe la connaissance, fournit des conseils et des services et facilite des dialogues orientés vers la pratique. Plus de 3000 professionnels et 60 institutions font partie de son réseau.
www.gpplatform.ch
- » **La Plateforme Internet Genève** (Geneva Internet Platform GIP) est consacrée à la gouvernance de l'Internet. La GIP a développé un système de veille digitale qui, grâce à un réseau d'associés à travers le monde, permet de suivre les derniers développements dans ce domaine. Elle agit aussi comme facilitateur de discussions et centre de formation.
www.giplatform.org
- » **Le Pôle Eau Genève** (Geneva Water Hub) agit en tant que centre de compétence sur les questions d'eau, de paix et de sécurité en vue de nourrir une réflexion stratégique et d'influencer l'agenda hydropolitique global. Il soutient différentes plateformes stratégiques, telles que le Panel mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, dont il est le secrétariat. Il met aussi en

place une plateforme discrète de facilitation pour réduire les risques de développement de conflits liés à l'eau et contribuer à leur résolution.

www.genevawaterhub.org

- » **Le Centre de santé mondiale** (Global Health Centre GHC), programme de l'Institut de hautes études internationales et de développement (IHEID) qui a pour vocation d'analyser les changements dans la santé globale, comme par exemple l'influence croissante des nouvelles économies et des entités non-gouvernementales, de former les décideurs et de contribuer à la fixation de l'agenda international. Le GHC se focalise sur la gouvernance et la diplomatie de la santé globale.
www.graduateinstitute.ch/globalhealth
- » **Le Réseau environnement Genève** (Geneva Environment Network GEN) veille activement, depuis 1999, à la coopération et à l'établissement de réseaux de contacts entre les membres de la communauté de l'environnement. Le GEN a pour but de renforcer les synergies entre les organisations et activités à faveur de l'environnement et de favoriser les interactions avec les activités de développement social et économique, dans la perspective du développement durable.
www.genevaenvironmentnetwork.org
- » **L'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée** (Global initiative against transnational organized crime GITOC) est un réseau d'experts réputés dans

les domaines de l'application du droit, de la gouvernance et du développement. Elle a pour mission de trouver des réponses globales et innovantes au crime organisé transnational et de promouvoir le débat à ce sujet.

www.globalinitiative.net

- » **La Plateforme de connaissance sur la croissance verte** (Green Growth Knowledge Platform GGKP) participe au renforcement des collaborations entre chercheurs, praticiens et décideurs afin de promouvoir et soutenir une transition économique durable.

www.greengrowthknowledge.org

- » **Le Connecteur humanitaire Genève** (Geneva Humanitarian Connector), en partenariat avec Professionals in Humanitarian Assistance and Protection (PHAP), est un projet de plateforme en cours de développement qui a pour ambition d'offrir un réseau de partage d'informations en faveur des acteurs humanitaires à Genève. Il promeut les échanges d'idées et de perspectives pertinentes dans le domaine humanitaire.
gvaconnector.phap.org

- » **La Plateforme désarmement Genève** (Geneva Disarmament Platform) est un forum neutre et dynamique visant à une interaction renforcée entre les différentes parties prenantes aux processus de désarmement. Il cherche à faciliter la coopération et l'échange d'information tout comme à fournir un cadre de discussion informel permettant d'explorer de nouvelles thématiques ou de traiter de problématiques politiquement ardues. La plateforme s'engage par ailleurs à renforcer le dialogue entre acteurs du désarmement et d'autres domaines thématiques afin d'accélérer le désarmement.

www.disarmament.ch/

La liste complète et à jour des plateformes est disponibles à l'adresse : www.eda.admin.ch/missions/mission-onu-geneve/fr/home/geneve-international/Plateformes.html



La Maison de la Paix qui abrite, entre autres, l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), le Global Health Centre (GHC) et les trois Centres de Genève © Maison de la paix, IHEID Photo

Les think tanks apportent une plus-value à la résolution des problématiques mondiales complexes en offrant aux décideurs des données probantes pour leurs prises de décisions. C'est pourquoi, attirer de nouveaux think tanks – qui puissent profiter de la densité d'expertise unique de Genève – fait également partie des priorités de la Suisse. A cette fin, le Département fédéral des affaires étran-

gères (DFAE) a mis sur pied le *Think Tank Hub*, un centre à disposition des groupes de réflexion qui souhaitent échanger dans un espace neutre avec un accès direct privilégié aux acteurs de la Genève internationale.

www.thinktankhubgeneva.org

THINK
TANK HUB



Instruments de la politique d'Etat hôte de la Suisse

La politique d'Etat hôte de la Suisse s'appuie sur l'existence d'instruments uniques de coopération entre les autorités fédérales, cantonales et communales. La Suisse octroie les privilèges et immunités aux fonctionnaires internationaux et membres des représentations étrangères prévus par le droit international public, offre un grand nombre de

facilités, une structure d'accueil et institutionnelle de qualité, ainsi qu'un parc immobilier attrayant pour les bureaux et conférences. L'Etat hôte prend par ailleurs les dispositions nécessaires et adaptées à chaque situation pour garantir de bonnes conditions de travail et de sécurité à l'ensemble de la communauté internationale.



Instruments juridiques

Conformément au droit international et aux usages internationaux, la Suisse accorde des privilèges, des immunités et d'autres facilités aux représentations étrangères et aux organisations internationales, ainsi qu'aux membres du personnel et à leurs familles.

Les privilèges et immunités sont prévus par la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires, les accords que le Conseil fédéral suisse a conclus avec les organisations internationales, ainsi que par la Loi fédérale sur l'Etat hôte et son ordonnance d'application, entrées en vigueur en 2008.

La Suisse octroie également des facilités supplémentaires à la communauté internationale comme l'accès au marché suisse du travail aux membres de famille, le regroupement familial à titre exceptionnel et d'autres membres de famille que le conjoint et les enfants célibataires de moins de 25 ans, l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée aux personnes ayant un statut diplomatique ou l'accès à la propriété immobilière.

L'engagement des domestiques privés de la communauté internationale est régi par l'Ordonnance sur les domestiques privés entrée en vigueur en 2011 qui prévoit des conditions de travail équitables et décentes. Cette ordonnance est conforme aux Conventions de Vienne et à la Convention 189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques, adoptée en 2011 par la Conférence internationale du travail.



Projet d'extension du Palais des Nations
© Skidmore, Owning & Merrill Inc / Burckhardt + Partner SA

Instrument financier

La Suisse soutient la Genève internationale par différents autres moyens. Elle œuvre par exemple à l'universalité des représentations des Etats membres de l'ONU à Genève et soutient les pays les moins avancés (PMA), ainsi que les ONG qui n'ont pas suffisamment de ressources, et contribue à la tenue de conférences internationales majeures sur son territoire. La Suisse apporte également son soutien à une multitude de partenaires œuvrant en faveur de la Genève internationale.

Les partenaires principaux soutenus par la Suisse sont:

» **La Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI)** est une fondation de droit privé créée en 1964 par la Confédération et le canton de Genève. Par l'intermédiaire de la FIPOI, la Confédération octroie aux organisations internationales qui en font la demande des prêts de construction sans intérêts et remboursables sur 50 ans, ainsi que des prêts de rénovation à des taux préférentiels remboursables sur 30 ans. Quant au canton de Genève, il met à disposition des organisations internationales, via la FIPOI, le terrain nécessaire à leurs projets de construction

sous forme de droit de superficie gratuit. Depuis 2004, la FIPOI peut également intervenir auprès d'organisations internationales basées dans

le canton de Vaud. Elle a de plus la possibilité d'acquérir ou de construire elle-même des immeubles, de les louer et de les administrer.

La Confédération, la République et canton de Genève et la Ville de Genève ont approuvé en 2016 l'octroi d'un prêt de 400 millions de francs à l'Organisation des Nations Unies (ONU) pour contribuer au projet de rénovation de son siège à Genève, le Palais des Nations. Le coût total du projet est estimé à 836.5 millions de francs. Les autorités suisses ont également approuvé en 2016 l'octroi de prêts en faveur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation internationale du travail (OIT), du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), en vue de leurs projets de construction ou de rénovation, pour plus de 290 millions de francs.



La traditionnelle fête de l'Escalade célébrée par les nouveaux diplomates en poste à Genève à La Pastorale, bureau du Centre d'accueil Genève internationale (CAGI) © Ef-Figie Studio

» **Le Centre d'accueil – Genève internationale (CAGI)**, fondé en 1996, conjointement par la Confédération et le canton de Genève, facilite l'installation et l'intégration dans la région lémanique des fonctionnaires internationaux, des membres des missions permanentes, des membres des consulats et du personnel d'ONG, ainsi que de leurs familles, mais aussi des délégués d'ONG en provenance de régions défavorisées.

» **Le Club suisse de la presse (CSP)**, fondé en 1997 par l'Etat de Genève et la Confédération, en partenariat avec des acteurs issus des

médias, a pour mission d'accueillir et d'aider les journalistes de passage à Genève ainsi que d'informer les médias sur les thématiques traitées à Genève.

» **Le Bureau de l'amiable compositeur (BAC)**, créé en 1995 par le canton de Genève, intervient en cas de conflit de travail impliquant un employé recruté localement et une représentation étrangère ou un domestique privé et un employeur bénéficiant de privilèges et d'immunités. Le BAC cherche à mettre un terme au conflit par un arrangement à l'amiable négocié entre toutes les parties.

» **La Fondation pour Genève (FpG)**, créée en 1976, a pour objectif de conforter la place internationale de Genève et d'en valoriser ses atouts. Sa mission consiste à lancer, coordonner, promouvoir et soutenir des initiatives qui concourent aux traditions d'accueil et d'ouverture sur le monde. La Fondation soutient également le Club diplomatique de Genève et le Cercle international de Genève qui contribuent à l'intégration des internationaux.

» Le centre pour l'éducation et la sensibilisation à la coopération internationale à Genève **EDUKI** est une fondation de droit suisse, créée en 2011, qui organise notamment des visites et des activités de découvertes des acteurs de la coopération internationale à Genève pour des écoliers et collégiens. Elle est soutenue par la Fondation pour Genève, qui héberge son secrétariat et pourvoit à son développement.



Le rallye des 70 ans de l'ONU à l'occasion de la journée des portes ouvertes 2015 du Palais des Nations © Fondation EDUKI photo

» **L'association des anciens fonctionnaires internationaux pour le développement** Greycells, constituée en 2008, est composée d'anciens fonctionnaires internationaux qui offrent bénévolement un soutien aux délégués et aux fonctionnaires des pays en voie de développement (orientation dans l'agenda des réunions onusiennes, cours de formation).

» **L'Association Suisse-ONU (ASNU)** renforce le partenariat entre la Suisse et l'ONU par une meilleure connaissance des Nations Unies, des actions de la Suisse dans ce cadre et de la Genève internationale.

» **Le Forum suisse de politique internationale (FSPI)** est un cercle indépendant d'information et de réflexion sur les relations internationales au sein duquel étrangers et Suisses se rencontrent régulièrement pour questionner l'évolution du monde.

De nombreux autres partenaires collaborent en faveur de la Genève internationale comme les associations d'encadrement pour expatriés, telles que le **Cercle féminin des Nations Unies, Internations, Glocals, Expatica** ou l'**association locale de conjoints d'expatriés United Nations Local Expatriate Spouse Association UNLESA**.



L'entrée principale du Centre international de conférences Genève (CICG) © FIP01 / Luca Fascini

Conférences

» **Le Centre international de conférences Genève (CICG)**, situé au cœur de la Genève internationale, peut accueillir près de 3'000 personnes dans des salles de différentes capacités et équipées de technologies modernes. Ces salles sont mises gratuitement à disposition des organisations internationales et des autres institutions en lien avec la Genève internationale.

» **Le Centre de conférences de Varembe (CCV)** est situé à quelques pas du CICG. Il peut accueillir des conférences de 15 à 200 personnes et peut être utilisé indépendamment ou conjointement avec le CICG.

» **Le centre de congrès Palexpo** offre également une infrastructure confériencière de qualité permettant de recevoir jusqu'à près de 11'000 participants. Il accueille des foires de renommée internationale telles que le Salon international de l'automobile, le Salon international de la haute horlogerie (SIHH) et le ITU Telecom World.

» **L'Office des Nations Unies à Genève** et la plupart des organisations internationales disposent de nombreuses salles de conférences.

» **La Maison de la Paix**, lieu de rencontre, de réflexion et d'action dans le domaine de la promotion de la paix et de la sécurité, située à quelques centaines de mètres des principales organisations internationales, offre deux auditoriums modernes pouvant accueillir un total de plus de 600 personnes.

Toutes les grandes villes suisses comptent des structures d'accueil pour des conférences importantes et ont l'habitude d'héberger des rencontres d'envergure internationale.

Sécurité

- » *La Brigade de sécurité diplomatique de la police genevoise, unité formée aux mœurs diplomatiques, assiste 24h/24 les membres de la communauté diplomatique et informe la Mission suisse à Genève des cas impliquant des personnes au bénéfice de privilèges et immunités. Elle constitue un relais entre les internationaux, la police cantonale et les services de la Confédération compétents en matière de sécurité.*
- » *La Police internationale (PI) du canton de Genève, en étroite collaboration avec le Service fédéral de sécurité (SFS), assure une surveillance permanente des missions diplomatiques ou des résidences d'ambassadeurs par des patrouilles préventives et d'intervention, les patrouilles diplomatiques (PADI).*



Vue sur Genève et le lac Léman © Cristian Bortes

Il est utile de savoir que :

- » *La Suisse, située au cœur de l'Europe, est très bien desservie par de nombreux vols internationaux et par d'excellentes connexions ferroviaires.*
- » *Le fuseau horaire européen et africain crée les conditions optimales pour parler avec le monde entier au moins une fois par jour.*
- » *La Suisse n'est membre d'aucune alliance politique ou militaire : elle pratique une politique de neutralité armée.*
- » *Le climat social est stable et l'environnement sécurisé, avec un taux de criminalité très faible.*
- » *L'offre d'écoles internationales de haute qualité, avec un environnement bilingue et des programmes internationaux, est large.*
- » *Le système de santé est très développé.*

Plus d'information sur la Suisse dans les infographies du DFAE (Présence Suisse) sur le site www.eda.admin.ch/aboutswitzerland/fr/home/infografiken.html



Arrivée à Genève de l'avion présidentiel de l'Inde © Zouhri

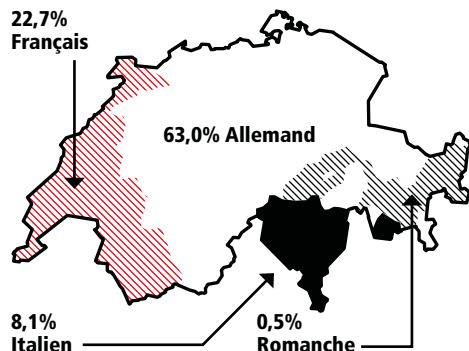


Suisse.

LA SUISSE EN BREF

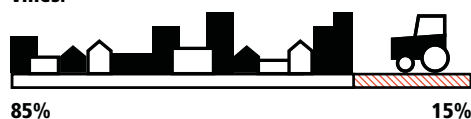
4 LANGUES

La Suisse compte quatre langues nationales



8 419 600 habitants

La population vit majoritairement dans les villes.



41 285 KM²

Surface totale de la Suisse, qui se situe au cœur de l'Europe. Les Alpes couvrent 60% du territoire national, mais seuls 11% de la population y vivent.

25%

Avec 2,1 millions de ressortissants étrangers, la Suisse fait partie des pays européens dont le taux de population étrangère est le plus élevé.

2400 KM PAR PERSONNE



En Suisse, la distance parcourue en train est la plus élevée au monde. Chaque habitant parcourt en moyenne 2400 km par an avec ce moyen de transport.

4634 M

Altitude du sommet le plus élevé de Suisse, la Pointe Dufour, dans le massif du Mont Rose. Des 82 sommets alpins culminant à plus de 4000 mètres, 48 se trouvent en Suisse.

ÉTUDES SUPÉRIEURES

La Suisse compte 12 universités, 8 hautes écoles spécialisées et 20 hautes écoles pédagogiques.



1^{re} PLACE

- Rapport sur la compétitivité mondiale 2016-2017
- Indice mondial de l'innovation 2017
- Tableau de bord européen de l'innovation 2017

La Suisse consacre chaque année environ 3% de son PIB à la recherche et au développement. Les principaux acteurs sont l'économie privée avec 71% des investissements (notamment le secteur pharmaceutique, la chimie et le domaine des technologies) ainsi que les milieux universitaires avec 27%.



4x

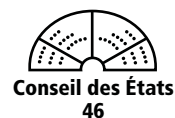
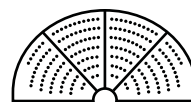
Les citoyens suisses sont appelés 4 fois par an à se prononcer pour un total d'environ 15 objets de votation.

1+26+2250=1

La Confédération, les 26 cantons et près de 2250 communes se partagent le pouvoir.

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Le Parlement suisse est la plus haute autorité législative de la Confédération. Constitué de 2 chambres, il se compose de 246 députés de différents partis élus par le peuple.



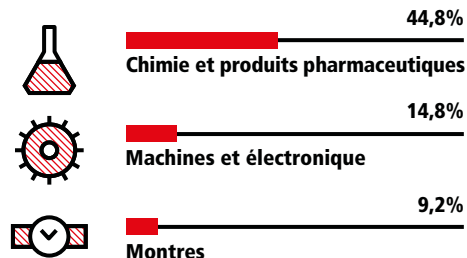
CONSEIL FÉDÉRAL

Le gouvernement suisse (Conseil fédéral) est un collège composé de 7 membres élus par le Parlement pour un mandat de 4 ans.

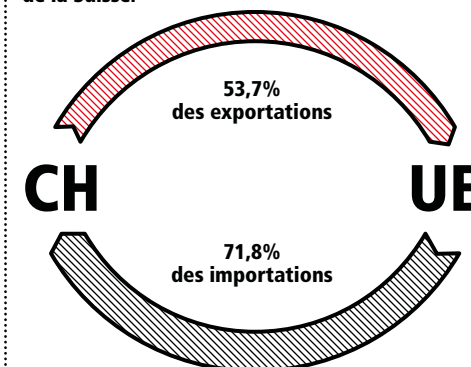


EXPORTATIONS

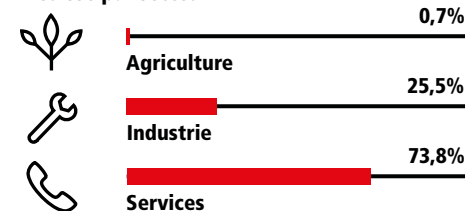
Principales industries exportatrices :



L'UE est le principal partenaire commercial de la Suisse.



PIB suisse par secteur :



99%

des entreprises enregistrées en Suisse sont des PME employant moins de 250 personnes.

Plan de la Genève internationale

La liste des organisations internationales au bénéfice d'un accord avec la Suisse est disponible sur:
www.dfae.admin.ch/content/dam/mission-onu-omc-aele-geneve/fr/documents/Tableau-des-OI_FR.pdf



© FIPOI

1. CICG 	2. Maison de la Paix 	3. ISO 	4. OMC 	5. UNHCR 	6. CCI / ITC 	7. MIE 1 et 2 	8. IATA 	9. UNICEF 	10. UPOV
11. GAVI 	12. HCDH 	13. CERN 	14. CICR 	15. Campus Biotech & FiND 	16. FISCAR 	17. OIM 	18. OIT 	19. OMM 	20. OMPI
21. OMS / ONUSIDA 	22. ONUG 	23. GAIN 	24. UIP 	25. UIT 	26. Fonds Mondial 	27. BIE/UNESCO 	28. Secrétariat ATT 	29. Cour OSCE 	30. GCERF

Impressum

Edition

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Direction politique
3003 Berne
www.dfae.admin.ch

Mise en page

Communication visuelle DFAE

Image de couverture

Pierre-Michel Virot

Commandes

Information DFAE
www.dfae.admin.ch/publications
Courriel: publikationen@eda.admin.ch

Contact spécialisé

Division Nations Unies et organisations internationales DOI
Tél.: +41 58 465 07 90
Courriel: pd-vereintentionen-io@eda.admin.ch

Mission permanente auprès de l'Office des Nations Unies et
des autres organisations internationales
Tél.: +41 58 482 24 24
Courriel: mission-geneve-oi@eda.admin.ch
www.eda.admin.ch/mission-onu-geneve

Cette publication est également disponible en italien, allemand et anglais.
Elle peut être téléchargée à l'adresse www.dfae.admin.ch/publications.

Berne, 2017 / © DFAE (deuxième édition révisée)